

Cinquième République : réconcilier efficacité et responsabilité

Sous la présidence d'Edouard Balladur, ancien Premier ministre, député de Paris,

Convention organisée par Patrick Devedjian, conseiller politique de l'UMP, député des Hauts-de-Seine, ancien ministre, et Eric Woerth, trésorier de l'UMP, député de l'Oise, ancien ministre

Le mardi 5 avril de 8h30 à 18h00
Assemblée nationale, salle Victor Hugo
101 rue de l'Université, 75007 Paris

9h00 Ouverture des travaux

9h15 Le divorce entre le peuple et ses élus peut-il trouver une solution dans le changement des institutions ?

La cinquième République est un régime politique qui a fait la preuve de sa solidité en sachant évoluer et s'adapter au cours du temps. Malgré cela, la France traverse une crise profonde de la représentation politique. Comment celle-ci se caractérise-t-elle ? La réponse à cette crise se trouve-t-elle dans une réforme institutionnelle, voire dans un changement de régime ? En somme, faut-il modifier en profondeur les rapports entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif ?

Présidence de séance : **Hervé Novelli**, député d'Indre-et-Loire

Intervenants :

- **Guy Carcassonne**, professeur de droit public à Paris X Nanterre
- **Jean Kaspar**, consultant en stratégies sociales
- **Pierre Manent**, directeur d'études à l'EHESS
- **Michel Rosenfeld**, professeur de droit constitutionnel à *Benjamin N. Cardozo School of Law*, New York
- **Brice Teinturier**, directeur général adjoint de TNS Sofres

Intervention de **François Fillon**, conseiller politique de l'UMP, sénateur de la Sarthe, ancien ministre

11h00 Un pouvoir exécutif plus responsable et plus efficace

La cinquième République s'est construite sur un équilibre spécifique entre le Président de la République et le Premier ministre. Quelle est l'influence, sur la dyarchie exécutive, des périodes répétées de cohabitation et du quinquennat ? Une évolution du fonctionnement du couple exécutif serait-elle de nature à rendre les institutions plus légitimes et plus efficaces ?

Présidence de séance : **Patrick Devedjian**, conseiller politique de l'UMP, député des Hauts-de-Seine, ancien ministre

Intervenants :

- **Alain Lambert**, secrétaire national de l'UMP en charge de l'économie, sénateur de l'Orne, ancien ministre
- **Gérard Longuet**, conseiller politique de l'UMP, sénateur de la Meuse, ancien ministre
- **Stéphane Rozès**, directeur de CSA, maître de conférence à l'Institut d'études politiques de Paris
- **Nicolas Tenzer**, politologue

12h30 Grand témoin : Edouard Balladur, ancien Premier ministre, député de Paris

13h00 Déjeuner libre

14h00 Une démocratie plus vivante

Pour lutter contre la crise de la représentation politique, il convient de rapprocher l'Etat et les autres pouvoirs publics du citoyen en lui permettant d'être à la fois mieux représenté, plus associé à la prise de décision et mieux protégé. Comment diversifier la classe politique pour la rendre plus représentative de l'ensemble des citoyens ? Comment faire évoluer la justice constitutionnelle pour mieux garantir les droits fondamentaux ? Quel rôle pour les partis politiques ?

Présidence de séance : **Valérie Pécresse**, porte-parole de l'UMP, députée des Yvelines

Intervenants :

- **Denys de Béchillon**, professeur de droit à l'université de Pau
- **Jérôme Chartier**, député du Val d'Oise
- **Jacques Pélissard**, député du Jura, président de l'Association des maires de France
- **Dominique Reynié**, professeur des Universités à l'Institut d'études politiques de Paris

15h30 Un Parlement, véritable contre-pouvoir au pouvoir exécutif, capable de mieux légiférer et de mieux contrôler

Dans l'équilibre institutionnel de la cinquième République, l'Assemblée nationale et le Sénat n'exercent pas véritablement les pouvoirs reconnus au Parlement dans les autres grandes démocraties. Comment renforcer le contrôle du Parlement sur l'action de l'exécutif ? Quels outils donner au Parlement pour qu'il légifère mieux ? Comment faire du Parlement un contre-pouvoir véritable, mais utile au pouvoir exécutif ?

Présidence de séance : **Pierre Méhaignerie**, secrétaire général de l'UMP, ancien ministre d'Etat, président de la Commission des Finances de l'Assemblée nationale

Intervenants :

- **Michel Ameller**, secrétaire général honoraire de l'Assemblée nationale, membre honoraire du Conseil constitutionnel
- **Pierre Avril**, professeur de droit à l'université Panthéon-Assas
- **Gilles Carrez**, député du Val-de-Marne, rapporteur général de la commission des finances
- **Christian Philip**, député, professeur à l'université Jean Moulin Lyon III
- **Hugues Portelli**, sénateur du Val d'Oise, professeur à l'université Panthéon-Assas
- **Jean-Luc Warsmann**, député des Ardennes

17h00 Conclusion de **Nicolas Sarkozy**, président de l'UMP, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire